



COMMISSION EUROPÉENNE

direction générale "Education et culture"

Formation professionnelle

Développement des politiques de formation professionnelle

BRUXELLES 24 SEPTEMBRE 2004

DEVELOPPER DES NIVEAUX DE REFERENCE COMMUNS POUR SOUTENIR UN CADRE EUROPEEN DE QUALIFICATIONS

INTRODUCTION

Cette note présente le défi qui consiste à développer des niveaux de référence européens communs dans le contexte d'un cadre européen des qualifications (EQF). La note précise quatre éléments principaux :

- Les raisons qui justifient le développement des niveaux de référence communs.
- Les facteurs principaux à prendre en compte pour les niveaux de référence communs
- Les réactions des États membres et des partenaires sociaux sur la proposition de niveaux de référence communs.
- L'organisation à venir du travail.

POURQUOI LES NIVEAUX DE REFERENCE COMMUNS SONT-ILS IMPORTANTS POUR LA FEP ?

Le travail sur les niveaux de référence européens communs a été initié par la déclaration de Copenhague (novembre 2002). La déclaration a fixé comme priorité d'étudier :

".. comment la transparence, la comparabilité, la transmissibilité et la reconnaissance des compétences et/ou des qualifications, entre les différents pays et aux différents niveaux, pourraient être promues par le développement des niveaux de référence, de principes communs pour la certification, et des actions communes, incluant un système de transfert de crédits pour la formation professionnelle (FEP)".

A la suite de la déclaration, la question des niveaux de référence communs a été traitée par rapport au développement et à la mise en oeuvre d'un système au fonctionnement effectif de transfert de crédits pour la FEP. Le groupe de travail sur le transfert de crédits¹ a été chargé du suivi concret de cette action, soutenu par Cedefop, ETF et les consultants externes.

¹Le mandat de TWG était (1) pour étudier, pour élaborer et pour proposer, tenant compte des expériences d'enseignement supérieur (ECTS) et des projets appropriés travaillant dans ce domaine, options pour le développement d'un système européen de transfert d'unités de cours capitalisables pour le VÉTÉRINAIRE (ECVET), (2) pour étudier et pour faire des propositions aux niveaux de référence communs pour le VÉTÉRINAIRE et (3) pour développer des principes communs pour l'homologation. Le troisième point sera abordé dans une étude prévue pour novembre 2004.

Alors qu'elle était initialement prévue dans le cadre d'ECVET, la question des niveaux de référence européens communs devrait être vue comme soutenant un cadre européen de qualification et incorporant dans un certain nombre de secteurs politiques directement liés au développement global des systèmes d'enseignement, de formation et d'apprentissage européens.

- À la suite du rapport provisoire conjoint (JIR) du Conseil et de la Commission (Education et formation 2010), les niveaux de référence communs ont été de plus en plus considérés comme une condition préalable à la mise en place d'un cadre européen des qualification (EQF). Alors qu'il en est toujours à un premier stade de conceptualisation et de développement, on attend d'EQF qu'il soit la référence commune, facilitant le fonctionnement efficace et fluide des marchés du travail européens, nationaux et sectoriels. Ce cadre fournirait alors une référence commune pour la reconnaissance couvrant à la fois la FEP et l'enseignement supérieur. Étant donné cette priorité, les niveaux de référence doivent permettre et soutenir la communication entre les différentes composantes et les différents niveaux de la formation. Tandis que les besoins spécifiques de la formation professionnelle doivent être satisfaits, la perspective globale de la formation permanente doit également être prise en considération. Les citoyens devraient pouvoir combiner (et accumuler) les acquis de leurs apprentissages effectués dans différents systèmes et institutions et un ensemble de niveaux de référence communs devrait appuyer la réponse à ce besoin.
- L'introduction des niveaux de référence européens communs peut être vue comme manière d'aborder les obstacles à la reconnaissance mutuelle des qualifications et des compétences qui subsistent afin de réaliser un véritable marché du travail européen. Parallèlement à l'introduction en 2005 du portefeuille Europass, d'un cadre européen des qualifications fondé sur des niveaux de référence communs représenterait un pas en avant important dans le domaine de la reconnaissance.
- Les qualifications et les compétences des migrants deviennent un facteur de plus en plus important pour soutenir la croissance et le bien-être en Europe. Cela est accentué par les tendances démographiques, aboutissant rapidement à un vieillissement de la population. Il est nécessaire de faire la meilleure utilisation possible des qualifications et des compétences de ce groupe, en mettant en œuvre des instruments simples et efficaces pour l'évaluation et la reconnaissance des acquis. Un ensemble de niveaux de référence communs pourrait s'avérer utile dans ce contexte, mettant une référence à la disposition des immigrés eux-mêmes et des autorités responsable de l'enseignement et du marché du travail et chargées d'évaluer les compétences de ces personnes.
- Nous pouvons observer une tendance forte, à la fois au niveau national et européen, vers le développement des dispositions de formation au niveau des secteurs. Ces initiatives, qui répondent au besoin des secteurs industriels et des services en qualifications et en compétences spécialisées, sont prises dans de nombreux cas en dehors du contexte des qualifications nationales. Des organisations sectorielles nationales et européennes ont indiqué que l'introduction de niveaux de référence européens communs permettrait plus facilement de situer et de lier les résultats de l'apprentissage (*learning outcomes*) obtenus aux niveaux national et sectoriel les uns par rapport aux autres². Ce besoin est également illustré par les efforts concrets d'un certain nombre de secteurs essayant de développer leurs propres niveaux de référence (par exemple les TCI).

²Cette question sera abordée par le séminaire sur les solutions européennes de formation ` au niveau de secteur 'pour être organisée à La Haye 5-6 octobre.

NIVEAUX DE REFERENCE COMMUNS : ARCHITECTURE DE BASE

Un objectif important de l'architecture de base décrite dans cette note est de promouvoir des discussions au niveau national et européen pour préparer une décision politique future. Le développement et la mise en oeuvre des niveaux de référence communs réussiront seulement si toutes les parties concernées compétentes sont incluses dans le processus et si tous les arguments pertinents sont avancés. Les niveaux de référence communs exigent plus que des solutions techniques ; la garantie de la crédibilité et de l'acceptation sur la base la plus large de ces solutions techniques est aussi importante.

Buts spécifiques des niveaux d'une référence européens

Les niveaux de référence, avec leurs descripteurs associés, peuvent contribuer à former un cadre européen de qualifications. Ils fourniront donc un instrument pour comparer des acquis professionnels issus d'apprentissages effectués dans différentes situations. De fait, les niveaux de référence et les dispositions administratives associées sont essentiels pour la mise en oeuvre future de ECVET.

Il est proposé que les buts des niveaux d'une référence européens soient ce qui suit :

- Un moyen d'attribuer des qualifications, des preuves de la formation et de l'expérience accumulée, à des niveaux spécifiés ;
- Une base pour permettre des comparaisons des qualifications, des activités informelles et non-formelles d'apprentissage d'un pays à l'autre ;
- Un moyen de faciliter l'attribution de crédits et de permettre leur transfert vers d'autres systèmes et de reconnaître les acquis (appuyant ainsi le développement et la mise en oeuvre futurs de ECVET) ;
- Un moyen de reconnaître la progression dans l'apprentissage entre les niveaux et dans les niveaux ;
- Un moyen de structurer l'activité d'un secteur de sorte qu'il devienne cohérent et intégré au travail dans d'autres secteurs ;
- Un moyen de comprendre les systèmes de connaissances, d'aptitudes et de compétences qui ont cours dans différents systèmes de FEP à travers la Communauté européenne ;
- Une manière de développer une tendance convergente en ce qui concerne les systèmes européens de formation de sorte que les obstacles au mouvement des personnes, des compétences et des entreprises soient réduits ;
- La base pour développer des zones de confiance mutuelle par delà les limites des pays et peut-être des secteurs dans un même pays afin de faciliter la coopération et l'échange entre les offreurs de FEP en Europe ;
- Un moyen de lier LA FEP et l'enseignement supérieur et de servir de base à un cadre européen des qualifications

Architecture possible pour les niveaux de référence communs

Une structure de référence devrait être dérivée à la fois de deux réflexions théoriques ³, l'une visant à déterminer la nature de la performance au travail, l'autre portant sur

³Le travail de Jacques et Dreyfus sur la structure de la performance compétente a fourni une base sûre aux huit niveaux ; cela donne au cadre proposé une mise à la terre plus ferme par comparaison avec d'autres cadres, qui tendent à être informés par une approche plus pragmatique de refléter des dispositions existantes de qualification seulement.

l'analyse empirique d'un large éventail de cadres nationaux et transnationaux existants. Elle devrait être liée aux structures sous-jacentes dans l'organisation et les aspects opérationnels du travail davantage qu'à des dispositions spécifiques prises dans le cadre de la formation ou des qualifications.

Les niveaux de référence européens doivent être toujours vus comme concernant tous les utilisateurs et elle doit donc prévoir l'ensemble le plus large possible de situations d'apprentissage visant la reconnaissance des acquis. Pour cette raison **il est proposé que la structure prenne la forme d'une grille bidimensionnelle : une dimension verticale, contenant ` des descripteurs généraux, et une dimension horizontale contenant des descripteurs spécifiques et qualitatifs `**. Une option possible est présentée à l'annexe 1 de cette note⁴⁵.

La dimension verticale

Les descripteurs généraux sont destinés à être écrits de telle sorte qu'ils suscitent des aménagements des systèmes nationaux. Néanmoins, la diversité des qualifications et des programmes de FEP en Europe est telle que des programmes qui sont sensiblement différents dans leurs contenus pourraient qualifier à des niveaux semblables. La question des sous-niveaux sera importante à examiner. Ils fourniraient la flexibilité nécessaire pour discriminer les programmes sensiblement différents et les résultats attendus. Les sous-niveaux permettent d'utiliser une structure large et globale des niveaux et, dans le même temps, de situer la place des différents programmes et résultats attendus dans chaque niveau et dans la structure globale⁶. L'augmentation de la complexité causée par l'introduction des sous-niveaux doit être considérée.

La dimension horizontale

La dimension horizontale ou qualitative est le point clé de la capacité du cadre à ajouter des spécificités aux niveaux. Cette dimension qualitative est destinée à être liée aux systèmes nationaux/sectoriels de FEP en termes de connaissances, d'aptitudes et de compétences normalement incluses dans les qualifications. La dimension horizontale doit

⁴Une option a été développée basé sur une étude demandée par Cedefop à QCA/Londres fin 2003 sur la question des zones des cadres mutuels de niveaux de confiance et de référence (voir l'étude complète dans <http://cedefop.communityzero.com/credittransfer>)

⁵Les niveaux de référence proposés sont compatibles avec ceux envisagés par la directive concernant la reconnaissance des qualifications professionnelles, où quatre niveaux (A à D) a été défini pour les professions et la formation réglementées. Il devrait également y avoir une autre discussion sur les questions liées à la compatibilité et à la synergie avec scolaires et les classifications internationales actuelles d'emplois aux fins statistiques (CITE et ISCO).

⁶Par exemple, – sur la base de la recherche concernant le niveau de l'étude et des résultats - nous proposerions qu'on se situe le système d'apprentissage danois dans le niveau 3. Néanmoins, il est sensiblement plus large et plus profond dans ses teneur et couverture que l'apprentissage britannique, aussi un niveau 3 le programme. Tandis que tous les deux devraient être situés dans le niveau 3, il doit y avoir certains moyens de discriminer sensiblement entre eux. Utilisant des sous-niveaux, ils peuvent être situés aux différents sous-niveaux dans le même niveau. Cela est la fonction des sous-niveaux, et traite les problèmes politiques graves qui ont émergé avec les cadres tels que CITE, où différents gouvernements nationaux se sont sentis extrêmement inconfortables sur l'emplacement des programmes sensiblement différents dans le même niveau.

donc comprendre des descripteurs spécifiques et qualitatifs des connaissances, des aptitudes et des compétences, liées aux profils professionnels larges⁷.

Trois critères devraient être développés pour signaler aux utilisateurs la nature de la qualification dont on attend qu'elle soit corrélée aux niveaux de référence. Ces critères sont largement définis comme suit :

- La qualification est décrite en termes de résultats attendus des apprentissages ;
- La qualification peut être évaluée ;
- la qualité est assurée

REACTIONS SUR LES CONSULTATIONS INFORMELLES A PROPOS DES NIVEAUX DE REFERENCE COMMUNS

La réaction globale ⁸à l'approche qui est examinée dans le processus de Copenhague est positive. Quelques États membres ont exprimé des inquiétudes, notamment à propos de la nécessité de disposer d'un processus de développement et de décision faisant participer toutes les parties concernées compétentes, à la fois dans la FEP et dans l'enseignement supérieur, et concernant la prise en considération de la gamme complète des solutions de substitution avant toute décision au niveau politique.

Une observation générale est que les niveaux de référence communs peuvent jouer un rôle important en permettant des comparaisons des systèmes nationaux. Dans la majorité des réponses il est souligné que le travail sur les niveaux de référence communs pour la FEP doit être lié à l'enseignement supérieur. Tandis que la réponse aux besoins de la FEP doit être assurée, par exemple par rapport à ECVET, la perspective globale devrait être la formation permanente. Le champ d'application des niveaux de référence est mentionné par certains États membres, la question étant de savoir si seules les **certifications** nationales devraient être concernées ou si les qualifications des secteurs devraient également être incluses. La nécessité de lier ce travail sur les niveaux de référence à la nouvelle directive (SLIM) concernant la reconnaissance est soulignée. Plusieurs pays sont préoccupés du fait que la structure peut devenir trop complexe (par exemple 8 niveaux s'ouvrant à 3 sous-niveaux). Tandis qu'il semble y avoir accord sur la nécessité d'entrer dans davantage de détail dans chaque niveau, la possibilité de se mettre d'accord sur les autres approches est soulevée (L'Irlande propose un outil pour spécifier un « volume » dans chaque niveau). On constate un soutien important au principe d'une dimension horizontale dans la structure. Cela est vu comme une caractéristique nécessaire de tout nouveau système de niveaux de référence ; est indiquée la nécessité de disposer d'une approche fondée sur les compétences et les résultats des apprentissages.

La consultation informelle souligne que le succès dans ce domaine exige un processus de développement correctement prévu prenant en considération les besoins, les intérêts et les avis de toutes les parties concernées impliquées. Puisque les niveaux de référence communs relèvent plus de la confiance et de la crédibilité que des solutions techniques, la manière dont ce processus est organisé est donc d'importance cruciale.

⁷Ces spécifications font l'objet d'un contrat de recherche actuel de Cedefop, attendu signaler pendant l'automne 2004 avec une proposition de typologie de prototype de connaissance, des compétences et des compétences.

⁸À la suite d'une consultation informelle organisée dans le contexte le le groupe de coordination de Copenhague juillet et août 2004.

PROCHAINES ETAPES : VERS UN CADRE EUROPEEN DE QUALIFICATIONS

Les niveaux et les descripteurs du cadre proposé de niveaux de référence devraient être totalement cohérents avec ceux qui sont développés dans l'enseignement supérieur (processus de Bologne) et contribuer au développement d'un cadre européen des qualifications.

Les étapes suivantes sont envisagées et les DGVT sont invités à formuler leur avis sur l'approche proposée :

- Octobre/novembre 2004 : Création d'un groupe d'experts léger consacré à un cadre européen de qualifications et aux niveaux de référence sous-jacents. Ce groupe, composé d'experts du processus de Copenhague, du processus de Bologne et de la Commission, travaillera à la structure globale d'un EQF, y compris les niveaux de référence communs. Ce groupe sera soutenu par des consultants externes (à nommer par la Commission après un appel d'offres).
- Mai 2005 : Premier rapport du groupe de travail EQF, décrivant la structure de base de EQF, avec un accent particulier mis sur les niveaux de référence et sur les liens avec les niveaux déjà existants au niveau national et européen.
- Mai 2005 : Suivi de processus de Bologne à Bergen ; EQF et les niveaux de référence communs seront présentés et examinés dans le cadre de l'enseignement supérieur.
- 23-24 mai 2005 : Présentation par la Commission au Conseil "Education" concernant son prochain projet de recommandation sur l'EQF, comprenant le rôle des niveaux de référence communs.
- 14-15 novembre 2005 ; Discussion au Conseil "Education" de la recommandation sur EQF.
- Au printemps 2006 : Approbation par le Conseil "Education" du cadre européen des qualifications.

ANNEXE I : Document de travail ; UNE STRUCTURE possible DE NIVEAUX DE REFERENCE

| Niveau de référence européen | Descripteurs généraux de projet pour les niveaux de référence européens | Sous-niveau | Dimension horizontale et qualitative ⁹ |
|------------------------------|--|-------------|---|
| 1 | Apprentissage normalement acquis pendant l'enseignement obligatoire et considéré comme contribuant à une connaissance et à un développement généraux des compétences de base. L'apprentissage n'est pas contextualisé généralement dans les situations du travail. | | |
| | | | |
| | | | |
| 2 | Réalisation de l'enseignement obligatoire qui comprend une induction pour travailler. La connaissance de base du travail peut être acquise à un établissement scolaire, dans un programme de formation extrascolaire, ou dans une entreprise. D'une façon générale, elle n'est pas la profession spécifique. La série de connaissance, de compétences et de compétence impliquées est limitée. La qualification indique à ce niveau qu'une personne peut effectuer des tâches de base et exercer des compétences répétitives dans un environnement contrôlé. Toute l'action semble être régie par les règles définissant des routines et des stratégies admissibles. | | |
| | | | |
| | | | |

⁹Cette dimension à occuper par les descripteurs spécifiques et qualitatifs de la connaissance, les compétences et les compétences, liées aux profils professionnels larges

| | | | | |
|---|--|--|--|--|
| 3 | Réalisation d'une qualification de la formation professionnelle de base introduisant l'idée de la compétence d'emplois. Elle est normalement considérée une partie d'enseignement secondaire deuxième cycle. Cette qualification montre qu'une personne a des compétences de base appropriées à beaucoup de fonctions d'emplois et à la capacité pour effectuer des tâches sous la direction. La plupart d'action des personnes à ce niveau de la qualification est l'application répétitive délibérée de la connaissance et des compétences. | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| 4 | La qualification inclut à ce niveau normalement l'enseignement secondaire deuxième cycle et un programme de formation basé sur le travail dans un système d'alternance ou d'apprentissage et implique développer la connaissance liée à un secteur professionnel spécifique. Les personnes qualifiées à ce niveau peuvent travailler indépendamment sur les tâches et avoir la capacité pour appliquer la connaissance spécialisée, des compétences et des compétences. Elles auront l'expérience et la pratique étendues à la fois dans les situations courantes et exceptionnelles et ont pu résoudre des problèmes utilisant indépendamment cette expérience. | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| 5 | Réalisation d'une principale qualification de la formation professionnelle telle que l'apprentissage ou la formation d'enseignement supérieur. Cette forme de qualification implique la connaissance théorique significative et implique principalement le travail technique qui peut être effectué indépendamment et impliquer des fonctions de surveillance et de coordination. La qualification indique à ce niveau qu'une personne peut traiter des situations complexes et leur performance peut être une évaluation pour d'autres. Ils auront l'expérience et la pratique considérables à travers un large éventail de situations du travail. Ce niveau de qualification jette un pont sur souvent la formation secondaire et tertiaire. | | | |
| | | | | |
| | | | | |

| | | | | |
|---|--|--|--|--|
| 6 | La qualification couvre à ce niveau un niveau élevé de la connaissance, de l'habileté et de la compétence théoriques et pratiques, impliquant une maîtrise de la base scientifique d'une profession. Moyens de qualification à ce niveau une personne peut traiter confortablement des situations complexes est généralement autonome et peut assumer la conception, la gestion et des responsabilités administratives. Elles sont équivalentes aux degrés d'honneurs d'étudiant préparant une licence. L'étude pour ces qualifications en dehors de travail a lieu principalement dans les institutions d'enseignement supérieur. | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| 7 | Ces qualifications reconnaissent l'apprentissage théorique et pratique spécialisé qui est exigé pour le travail comme les professionnels et les directeurs (supérieurs). Les personnes qualifiées à ce niveau auront une large largeur et profondeur de connaissance et ont pu démontrer des niveaux élevés de la compétence spécialisée dans un secteur. Elles actionneront indépendamment et superviseront et formeront d'autres où elles peuvent être inspirantes. Ces qualifications sont équivalentes aux maîtrises. L'étude pour ces qualifications en dehors de travail a lieu dans les institutions d'enseignement supérieur spécialisé. | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| 8 | Ces qualifications reconnaissent des personnes comme expert principal dans un domaine hautement spécialisé traitant des situations complexes et ayant la capacité pour la pensée et l'action stratégiques et scientifiques à longue portée. Ces experts développent des approches nouvelles et créatives qui élargissent ou redéfinissent la connaissance existante ou la pratique professionnelle et apprennent souvent d'autres à être des experts et des maîtres. Les qualifications sont équivalentes aux qualifications doctorales. L'étude pour ces qualifications en dehors de travail a lieu principalement dans les institutions d'enseignement supérieur spécialisé. | | | |
| | | | | |
| | | | | |